



Woerth et Parini doivent négocier

Le Conseil Syndical du SNUI, réuni les 11 et 12 Juin 2008 à Paris, exprime sa satisfaction devant la forte mobilisation des agents des Impôts et du Trésor au cours de ces derniers mois, et particulièrement depuis le 15 mai.

Depuis plusieurs mois, la mobilisation a été forte et s'est développée sur tout le territoire contre le processus de Révision Générale des Politiques Publiques, pour exiger le retrait du projet de loi sur la mobilité (véritable détricotage du statut de la Fonction Publique) et pour réclamer l'ouverture immédiate de négociations face à la fusion.

Depuis le 15 mai, chaque jour, de très nombreux départements mènent des actions sous diverses formes. Elles se sont traduites par des grèves (notamment lors des temps forts des 22 mai, 29 mai et 5 juin), des piquets de grève, mais également par des rassemblements, des démarches vers la presse et les élus et des distributions de tracts au public qui a massivement signé la pétition « *le service public est notre richesse* ».

Si la mobilisation n'a pas été à la hauteur des enjeux dans la Fonction Publique, elle a été particulièrement réussie à la DGFIP.

En effet, ce 10 juin a témoigné une fois de plus d'un très fort mécontentement : près de la moitié des agents des Impôts et plus d'un agent du Trésor sur trois étaient encore en grève, 8.000 d'entre eux ont participé à la manifestation nationale au départ de Bercy.

Le Conseil Syndical du SNUI dénonce les intimidations de l'administration et du Ministère qui choisissent d'envoyer les forces de l'ordre là où la mobilisation est forte et qui ont menacé de sanctions les agents les plus engagés. Le SNUI mettra tout en œuvre pour empêcher qu'elles se concrétisent. Il dénonce également la communication du Ministère qui choisit de minorer et de mépriser le mécontentement alors qu'il est profond et durable.

Après le 10 juin, le Conseil Syndical appelle les agents des Impôts à poursuivre les actions engagées pour contraindre les ministres à ouvrir des négociations sur les emplois, les conditions de vie au travail, les règles de gestion (notamment avec des engagements contre toute forme de mobilité subie à la DGFIP) et les rémunérations.

Les actions sur la saisie des déclarations d'impôt sur le revenu et des bilans, sur la mise à jour de la taxe d'habitation, sur la réalisation des programmes de vérifications et d'une manière générale sur les « objectifs de résultats », doivent durer tant que Bercy ne propose pas un calendrier précis de négociations.

Il faut poursuivre :

- Les arrêts de travail, les débrayages pendant les plages variables, les rassemblements et tous moyens d'extériorisation de la mobilisation,
- La sensibilisation des usagers sur la casse des services publics, sur le dynamitage du statut de la fonction publique et pour qu'ils signent la pétition « *le service public est notre richesse* »,
- L'interpellation des élus locaux et nationaux pour qu'ils votent « contre » le projet de loi sur la mobilité et pour qu'ils sachent que la fusion « impôts/trésor » ne se passe pas aussi bien que le Ministère le prétend.

Depuis le 15 mai, les actions sont d'un tel niveau qu'elles mettent d'ores et déjà en péril les « indicateurs » de l'administration.

Plus que jamais, la balle est dans le camp du Ministre et du Directeur général.

Tant que Bercy campera sur ses positions (sabotage des missions de service public, blocage sur la question des sous, dynamitage du statut et des emplois...), le SNUI maintiendra ses appels à l'action.

Paris, le 12 juin 2008.